



BULLETIN D'INFORMATION DE L'UNION RÉGIONALE EST CGTR

Le 2 août 2023

Patrons et gouvernement veulent nous faire payer la crise de leur système et leur rapacité, refusons le collectivement !

Alors que la très grande majorité de la population était contre la réforme des retraites, que les travailleurs ont fait grève et manifesté pendant 4 mois, Macron et son gouvernement sont passés en force. Les travailleurs et travailleuses devront donc, en fonction de leurs années de naissance (en tout cas, à partir du 1er septembre 1961), travailler progressivement entre un trimestre et deux années de plus pour espérer bénéficier d'une retraite pleine, et à condition d'être âgé d'au moins 62 ans jusqu'à 64 ans.

Ce mauvais coup n'est malheureusement pas le dernier à être concocté par ceux qui nous gouvernent aujourd'hui. Les mêmes s'apprêtent à « réformer » les conditions d'attribution du RSA en faisant planer la menace de sa suppression à celles et ceux qui n'accepteraient pas de travailler 15 à 20 heures hebdomadaires en échange de cette allocation. À noter que Meloni, la présidente d'extrême droite italienne, a pris une longueur d'avance dans ce domaine sur son collègue français : elle vient de décider de supprimer le « revenu de citoyenneté » qui permettait aux plus pauvres sans emplois de garder la tête hors de l'eau. Pour cette représentante de la bourgeoisie italienne, cette aide était « le symbole de l'assistanat ». Le « démocrate » Macron utilise les mêmes arguments pour priver les bénéficiaires du RSA de leur allocation !

Le gouvernement prétend qu'un grand nombre d'emplois restent sans preneurs, mais il fait sciemment l'impasse sur ce que les patrons proposent en échange du travail fourni. À La Réunion, les salaires proposés, à travail égal, sont bien moindres que dans l'hexagone. La plupart des conventions collectives nationales ne sont pas appliquées. Dans nombre d'entreprises, les heures supplémentaires ne sont pas payées. À côté de cela, les prix des produits alimentaires (supérieurs de 37 % à ceux de l'hexagone) se sont envolés. Le prix des locations flirte avec ceux pratiqués dans les grandes villes françaises.

Dans ces conditions, les travailleurs sont de plus en plus pris à la gorge. Les salaires ne suivent pas la hausse des prix. Le prix du caddy qui était de 100 € est passé aujourd'hui à 150 €, voire plus.

Les petits retraités, les chômeurs, les bénéficiaires du RSA doivent se priver sur l'essentiel.

Les seuls à s'en sortir dans cette situation sont les capitalistes dont les profits ont explosé.

À ceux-là, le gouvernement ne demande aucun effort. Bien au contraire, il ne cesse de les bichonner. Subventions par-ci, exonérations de cotisations sociales par-là, diminution d'impôt sur leurs sociétés et surtout : liberté des prix !

Ces cadeaux se chiffrent par centaines de milliards. Ils sont à l'origine de la dette colossale de l'État français qui se chiffre à 3000 milliards.

C'est cette dette que le gouvernement s'est mis en tête de nous faire payer, à nous travailleurs qui ne sommes en rien responsables de cette situation. C'est ce que Gabriel Attal, le nouveau ministre de l'Éducation Nationale a déclaré à l'issue de sa nomination dans le nouveau gouvernement dirigé par la première ministre, Élisabeth Borne.

Les travailleurs sont donc à nouveau confrontés à un choix : celui de subir ou celui de se battre pour faire payer les riches. C'est de cette riposte que les militant(e)s syndicalistes de la CGTR doivent discuter dans les entreprises, avec tous les travailleurs, car ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes, sur leur organisation, sur leur solidarité, sur leur détermination, pour défendre leurs intérêts !

Dans les entreprises, les travailleurs ne restent pas sans réagir

À la SPL Estival, le directeur s'est vu retirer ses attributions pour avoir consacré les fonds de l'entreprise à des dépenses inutiles comme les voitures de fonction ou des emplois de complaisance alors que la priorité était l'achat de bus. Cette décision a fini par être prise par l'autorité de tutelle suite aux mobilisations et dénonciations publiques faites par les militants syndicaux de l'entreprise, dont ceux de la CGTR.

Dans les 7 crèches Marmay and Co, la gestion hasardeuse du patron ayant mis l'ensemble de la

La CGTR Union Régionale Est 4 bis rue Raymond Barre - 97470 Saint Benoît

Tél. : 0262 50 14 49 - Fax : 0262 50 53 68